

Il était une fois la démocratie

par Gloria Escomel

Il était une fois...» Oui, comme dans un conte de fées, l'Uruguay d'hier m'apparaît aujourd'hui un paradis perdu. Et pas seulement parce que j'y ai vécu ma jeunesse. Ce pays était vraiment à l'avant-garde des Amériques, de la majorité des pays occidentaux, même. Jugez-en.

Au début du siècle, en Uruguay, l'instruction est gratuite, mixte, laïque et obligatoire, du primaire à l'université. Le taux d'analphabétisme est de l'ordre de 2 %, guère plus élevé que celui de la pauvreté. Non seulement est-ce le seul pays d'Amérique latine qui ne connaît pas la misère, mais c'est là où la classe moyenne est la plus étendue et privilégiée. Certes, il y a des millionnaires, de gros propriétaires terriens, mais la majorité des citoyens ne bénéficient de lois sociales progressistes leur accordant des protections substantielles : sociétés mutuelles de santé, soins gratuits pour les pauvres, assurance-chômage, retraite à 54 ans, syndicats dans tous les secteurs ou presque.

Bien que la population soit surtout catholique, ni l'éducation, ni le code civil, ni aucun secteur social, ne dépendent de l'Église : le mariage «valable» est donc civil, le divorce est reconnu très tôt (1907) et les méthodes anticonceptionnelles facilement accessibles, au fur et à mesure des progrès. C'est sans doute pourquoi les familles uruguayennes ne sont jamais très nombreuses : deux enfants en moyenne depuis les années 50-60 et une population stabilisée à trois millions d'habitants, d'aussi loin que je m'en souviens (environ 40 ans !). Quels sont les motifs admis pour divorcer ? L'infidélité reconnue de l'un ou l'autre conjoint, le consentement mutuel ou... la seule décision de la femme !

Car – voici le plus beau – sans être ce qu'on appelle aujourd'hui féministe, l'Uruguay a eu très tôt des lois fort progressistes pour établir l'égalité des droits entre les hommes et les femmes.

Avec un enseignement mixte, gratuit et obligatoire, dès 1905, les filles ont les mêmes chances que les gars. En 1960, à l'université, il y a 40 % d'étudiantes. Oui, d'accord, certaines facultés en ont plus que d'autres : sciences humaines, 59 % ; odontologie, 57 % ; médecine et droit, 50 %... et d'autres moins : agronomie, 7,8 % ; architecture, 5 % ; écoles d'ingénieurs, 3 %. Cer-



Montevideo

tains corps de métiers ont déjà ouvert leurs portes aux femmes depuis 1918 : imprimerie, écoles industrielles, entre autres.

Du progressisme

Quand j'étais petite, par exemple, à Montevideo, je voulais être pilote, parachutiste, journaliste et exploratrice. Ma meilleure amie, elle, hésitait entre la psychiatrie et la chirurgie. Mes parents ne nous traitaient pas de folles, ils nous disaient simplement : «Choisis, tu ne pourras jamais tout faire !» Elle, terminant sa médecine, a développé une telle horreur du sang qu'elle est devenue psychiatre. Moi, tout en enseignant, je me suis parachutée journaliste, ce qui me permet de piloter des dossiers, tout en explorant la triste réalité !

Mais, pour en revenir aux autres Uruguayennes, elles composent en 1965, l'année de ma propre licence, 40 % de la main-d'œuvre (55 % aujourd'hui : grâce aux

«emplois domestiques», elles souffrent moins du chômage que les hommes). Bien sûr, on les trouve surtout dans les secteurs traditionnels : enseignantes, infirmières, secrétaires, ouvrières dans l'industrie légère. Mais nombreuses sont celles, parmi les plus instruites, qui occupent des postes de cadres ou des professions libérales.

Le congé de maternité, apparu en 1934, peut s'assortir, si la femme le désire, d'une retraite-maternité : dès le premier enfant, si elle a exercé son métier au moins un an, elle peut prendre sa retraite à 70 % du salaire, quitte à retrouver un emploi plus tard ! La mesure est discutable : elle arrange les mères, mariées ou célibataires (les droits de ces dernières et des enfants naturels sont reconnus depuis 1909). Mais c'est de les écarter de leur vie professionnelle... et qui coûte cher lorsque la mère en question vient de se faire payer huit ans d'études de médecine ! Avec la crise économique des années 60, cette «largesse» est cependant suspendue, quoique le congé de maternité se main-



tient. Quant au droit de vote et aux autres droits civiques, déjà objets d'un projet de loi en 1914, ils n'ont été obtenus qu'en 1932 et 1946 respectivement. L'avortement, illégal encore aujourd'hui, est couramment pratiqué par de nombreux médecins et d'innombrables faiseuses d'anges. Avec la «reconstruction» de l'hymen, on disait même dans les années 70 que l'Uruguay détenait le record des avortements clandestins... mais allez vérifier !

Au terrorisme

La prospérité uruguayenne avait été relancée à deux reprises par les guerres mondiales, qui augmentaient considérablement les exportations : laine, cuir, viande, céréales, textiles. Ce marché réduit par la reprise européenne, la crise s'amorce pour l'Uruguay au tournant des années 60. Le pays a du mal à payer sa dette extérieure, l'élevage et l'agriculture se stabilisent, les industries affrontent de sérieuses difficultés dues à la concurrence étrangère : on gèle les salaires, qui augmentent le coût de revient. Les devises n'entrent plus : le gouvernement a du mal à entretenir des mesures sociales trop généreuses, des fonctionnaires trop nombreux et particulièrement gâtés. Le mécontentement grandit, les grèves se multiplient, le pouvoir d'achat baisse, la monnaie se dévalue, passant de la parité avec le dollar américain (en 1955) à 300 fois moins en 1965 (un \$ US vaut actuellement 7 900 anciens pesos), le coût de la vie augmente : les classes moyennes dégringolent, les pauvres commencent à connaître les effets de la vraie misère. Quant aux bien nantis, ils spéculent et s'enrichissent encore plus.

Les idées castristes – qui ont alors la cote d'amour – trouvent là un terrain fort propice. Les années 65, 66, 67 voient grandir un petit groupe de guérilleros urbains, les Tupamaros (Mouvement de libération nationale), dont le côté Robin des bois plaît au peuple et aux intellectuels. Leur âge moyen est de 25 ans, ils et elles se recrutent dans les classes moyennes et aisées – avec une forte proportion d'étudiants – et ils font des coups mémorables, dévalisant les fortunés (tout en s'arrangeant pour dévoiler leurs transactions douteuses) et distribuent cet argent dans les quartiers défavorisés.

Mais, vers 1969, 1970, les Tupamaros commencent à recourir au terrorisme et à perdre dès lors leur popularité. Les alertes à la bombe se multiplient, la population est prise de panique. Un certain «été rouge», en particulier, fait déborder le vase : sous prétexte d'effrayer les milliardaires qui envahissent les belles stations balnéaires uruguayennes, surtout celle de Punta del Este, l'activité terroriste ruine la saison touristique – et encore plus les nombreux travailleurs saisonniers.

Le président en place fait appel à l'armée. Elle accourt, entreprend une féroce opération de nettoyage contre les «éléments subversifs», puis prend le pouvoir par un coup d'État, en 1973.



À la répression

Avec la Loi sur la sécurité nationale, cette parfaite petite démocratie se retrouve du jour au lendemain sous la dictature. L'état d'urgence a suspendu les droits civiques, la liberté d'expression, les activités politiques et syndicales, le droit de réunion, etc. Les arrestations arbitraires et les détentions abusives, sans chef d'inculpation, augmentent.

Les Tupamaros éliminés, on traque les sympathisant-e-s et les autres suspect-e-s de «sédition» : communistes, socialistes, syndicalistes, démocrates-chrétiens, étudiant-e-s. Ceux et celles qui le peuvent s'exilent. Amnistie internationale commence à dénoncer les arrestations arbitraires, les emprisonnements sans jugement, les mauvaises conditions de détention des prisonniers, la torture. En Uruguay, où la peine de mort avait été abolie en 1907, on a peine à croire à la réalité. Mais comme au moins un-e citoyen-ne sur cinq est inquiété-e par les forces de l'ordre, les témoignages qui circulent de bouche à oreille obligent la population à se rendre à l'évidence.

Aussi, lorsqu'en 1980, la junte militaire soumet à un référendum populaire un projet de constitution qui avalise les pouvoirs qu'elle s'est octroyés, ce projet est-il refusé par un *non* massif. La junte projet alors des élections pour 1984.

Les années suivantes sont lamentables : l'ouverture massive aux importations ruine l'industrie locale, les capitaux fuient, le pouvoir d'achat s'effondre, le salaire réel tombe à la moitié de ce qu'il était en 1968, le

taux de chômage passe à plus de 25 %, la dette extérieure, de 700 millions \$ US en 1974, atteint 5 200 millions \$ US en 1984. Même la grande bourgeoisie renie les militaires, qui devaient la protéger des «communistes».

À l'électoratisme

Les élections de novembre 1984 mettent le pays en liesse : l'essentiel est que les militaires s'en aillent, peu importe le parti qui l'emportera. Aux deux partis traditionnels, les *Blancos* (blancs) et les *Colorados* (rouges), s'était rajouté en 1971 un *Frente amplio* (Front élargi) regroupant les démocrates-chrétiens, les communistes, les socialistes et quelques autres. Cruellement poursuivi par les militaires, qui avaient emprisonné son principal leader, le général Liber Seregni, le *Frente amplio* se reconstitue en 1984 et obtient tout de même 21,2 % des voix. Les *Blancos* en prennent 34,2 %. Mais ce sont les *Colorados*, plus modérés et restés plus proches des militaires, qui l'emportent avec 40,2 % des suffrages. Drôles de résultats, qui les placent en minorité au Parlement, l'opposition ayant réuni 57,5 % des votes².

Oui, drôles de résultats qui mécontentent la majorité des Uruguayens et Uruguayennes. On sait que le vote massif des militaires, des policiers et des pompiers – harcelés pour voter Colorado – a fait pencher la balance, mais l'écart est trop mince pour satisfaire les deux tiers des électeurs-trices civil-e-s.

Bien sûr, tous les partis s'étaient mis d'accord pour unir leurs forces après les élections, quels que soient les gagnants, mais tous n'avaient pas participé, en août 1984, à une réunion conjointe avec les forces armées, alors que certains compromis sont conclus avec la junte en vue des élections et de la première année de pouvoir civil. Ces «Accords du Club naval» sont considérés depuis, par les *Blancos* qui n'y étaient pas invités, comme dégradants.

Les *Blancos*, dont le chef, Wilson Ferreira Aldunate, s'est exilé pendant la dictature et a été incarcéré à son retour, en juin 1984, avec interdiction de se présenter aux élections, attribuent leur échec électoral à la perte de leur candidat le plus représentatif. Mais leur programme, qui s'était radicalisé en 11 ans, passant de conservateur à plus progressiste que celui des *Colorados*, leur a sans doute fait perdre une partie de l'électorat. Ce sont eux, désormais, qui ont les mains les plus libres pour critiquer les effets des Accords du Club naval. Car le parti gagnant, Colorado, s'y est engagé à maintenir le Conseil de sécurité nationale (militaire), à ne pas intervenir dans la nomination des nouveaux commandants de l'armée, à soumettre à un plébiscite les normes transitoires imposées par la junte. Bien entendu, tout ceci présuppose qu'aucune représaille ne sera prise contre ceux qui abandonnent «si démocratiquement» le pouvoir, les militaires.



Montevideo

À l'amnistie

Tout de suite après les élections, la grande question qui se pose est l'amnistie des prisonnier-e-s politiques. Certain-e-s ont été libéré-e-s en octobre, d'autres le sont en novembre et décembre, sous la pression populaire : les rues sont placardées du slogan «Noël avec nos prisonniers». Mais en janvier 1985, il en reste encore 4 931, d'après un rapport officiel préparé à l'intention du président élu, Julio Maria Sanguinetti, par l'une des plus éminentes juristes du pays, Adela Neta (maintenant ministre de l'Éducation).

Parmi ceux et celles-là, il y a une majorité de prisonniers «d'opinion» et une minorité qui a participé de près ou de loin à la guérilla. «La question est de savoir si tout le monde sera amnistié sans autre forme de procès ou de peine, ou si on va libérer seulement ceux qui n'ont pas trempé dans des crimes de sang», explique Adela Neta.

Mais un ancien juge blanco, démis de ses fonctions par les militaires, s'indigne : «Ce que nos prisonniers politiques ont subi ces dernières années, qu'ils aient ou non commis des meurtres, a tellement dépassé en horreur les plus terribles peines d'emprisonnement qu'ils ont largement purgé leur peine de 20 ans : chaque année a compté double ou triple, avec ces conditions inhumaines de détention, de torture et de mauvais traitements ! Qu'on les libère aussi et qu'on fasse place aux autres criminels (les militaires), dont c'est maintenant le tour d'être jugés !»

Mais jusqu'à présent, il n'est pas question de juger les militaires pour leurs crimes et leur terrorisme d'État. «L'amnistie ample et généreuse» promise par le président Sanguinetti comprend sans doute les militaires et la «transition dans la paix», dont veulent les Colorados, passe par l'oubli des atrocités commises.

À la reconstruction

Et puis, il y a l'urgence de reconstruire le pays. Dans cet Uruguay où l'on s'affolait il y a 25 ans parce qu'un bidonville se dessinait, on ne les dénombre plus aujourd'hui. Marcher dans les rues sans vider ses poches est une prouesse, tant il y a de mendiant-e-s. En plein centre de Montevideo, des immeubles désaffectés sans eau ni électricité, sont pris d'assaut par des familles de sans-logis ; des cabanes surgissent dans les terrains vagues.

C'est dans ce pays ruiné que 50 000 exilé-e-s sont revenu-e-s dès les élections de novembre. Beaucoup sont reparti-e-s depuis : avec un taux de chômage de 25 % et plus, ils et elles n'auraient pas trouvé à se caser. Il y a trois millions d'habitants et d'habitantes en Uruguay mais un demi-million d'Uruguayen-ne-s se sont exilé-e-s depuis 11 ans.

«La cage ne nourrit pas l'oiseau», dit le proverbe. La liberté non plus, sans doute, mais elle aide à trouver des solutions. Quelles sont celles que préconise le nouveau gouvernement ?

D'une part, afin d'éviter l'inflation, il n'y aura pas d'augmentations massives des

salaires. Et pourtant, les grèves se succèdent depuis qu'on en a retrouvé l'usage ! On préfère favoriser les investissements et la création d'emplois. Comment ? Fin mars, ce n'est pas encore précisé.

Pour inciter au développement de l'agriculture, on taxera les terres improductives, et Dieu sait s'il y en a ! Survoler l'Uruguay, c'est contempler à l'infini des terres verdoyantes, grasses, fertiles, productives à souhait : ces taxes, si elles sont imposées malgré la controverse qu'elles suscitent, devraient rapporter gros à l'État !

Quant au commerce extérieur, on réduira les exportations de viande, afin de reconstituer un cheptel qui n'a pas progressé depuis plus de 15 ans. On privilégiera par contre l'exportation de laine, jadis florissante. Et bien sûr, on doit aussi renégocier avec le Fonds monétaire international, le FMI, la dette extérieure uruguayenne. À quelles conditions ? Personne n'en sait rien encore. Mais 5 200 millions \$, pour un si petit pays, c'est énorme.

Non, le redressement économique et social de l'Uruguay n'est pas pour demain. Les Uruguayens et Uruguayennes pourront au moins s'en plaindre à haute voix. Oui, «Il était une fois la démocratie...»

1/ Les communistes, trop doctrinaires, ont toujours été peu nombreux et peu influents dans un pays trop imbu de démocratie. Ils le sont encore en novembre 1984, le parti ayant été interdit et ses membres emprisonnés ou exilés.

2/ Si on ajoute le petit parti Union civica, avec 2,4 % des voix.

NOUVEAUX REGARDS SUR LE QUÉBEC

L'IDENTITÉ USURPÉE

Tome I L'Amérique écartée

Jean Morisset

Un essai brillant et original sur la fabrication du « canayen » d'une part, et du « Québécois » contemporain d'autre part, dans le cadre d'une des plus vieilles nations américaines.

14,95\$

Dans toutes les librairies et à
Nouvelle Optique

Sentir
le goût



sans but
lucratif.